
COMPTES RENDUS

Jacques Brasseul, *Un monde meilleur ? Pour une nouvelle approche de la mondialisation*, Armand Colin, Paris, 2005, 336 p.

Après les traités, très organisés et documentés, publiés chez le même éditeur¹, Jacques Brasseul abandonne l'univers relativement confortable de l'histoire des faits économiques et sociaux et se plonge dans l'un des sujets les plus polémiques d'aujourd'hui : la mondialisation. Il ne faut pas moins que la vaste érudition de l'auteur pour débrouiller le cheveau des arguments contraires. Face à la complexité du sujet, il a choisi de le décomposer en huit sous-thèmes qui constituent autant de chapitres. À côté des chapitres attendus (comme ceux consacrés au commerce, aux firmes ou à la finance), on trouve des chapitres moins convenus sous la plume d'un économiste (écologie, gouvernance, guerre). Les deux chapitres restants traitent respectivement de la démographie et des aspects techniques et culturels. On le voit, l'ambition est grande, à la mesure d'une question qui ne l'est pas moins.

Deux observations générales ressortent de la lecture de cet ouvrage. D'abord, le souci d'ouvrir au maximum le champ de l'analyse. La mondialisation n'est pas qu'un phénomène économique et ne doit pas être réduite à cela. D'autant que J. Brasseul a toutes les qualifications requises pour sortir du point de vue étroit de l'économiste. La deuxième observation exprime une déception, ou plutôt une demi-déception car elle était prévisible : il n'y a pas de réponse simple à un problème compliqué. On peut gager que si les partisans de la mondialisation seront confortés par la lecture de ce livre, ses adversaires n'abandonneront pas pour autant leurs convictions. Car une analyse scientifique, et donc honnête, comme celle à laquelle se livre J. Brasseul ne saurait dissimuler les côtés sombres de la réalité étudiée. À partir du moment où l'on admet que la mondialisation telle qu'elle se déroule depuis un demi-siècle présente des inconvénients, à côté d'indéniables avantages, l'équation personnelle devient déterminante. Ceux qui valorisent surtout les inconvénients se poseront en adversaires de la mondialisation. Inutile de préciser que J. Brasseul, comme la majorité des économistes, appartient au camp des défenseurs de la mondialisation. Avec des arguments puissants, au premier rang desquels, bien sûr, la croissance rapide des nouveaux pays industriels² et la poursuite (sur un rythme certes différent) de celle des

¹ *Histoire des faits économiques et sociaux*, tome 1 : *De l'Antiquité à la révolution industrielle*, 1997, 2001 ; tome 2 : *De la révolution industrielle à la Première Guerre mondiale*, 1998, 2004 ; tome 3 : *De la Grande Guerre au 11 septembre*, Armand Colin, 2003. Cf. les comptes-rendus donnés dans cette revue (*Région et Développement*, n° 6, 1997 ; n° 11, 2000 ; n° 20, 2004).

² Rappelons que Brasseul est également l'auteur d'un ouvrage de la collection "Cursus", *Les Nouveaux Pays industrialisés* (1993).

"vieux pays", avec la perspective d'une égalisation par le haut des niveaux de vie au plan mondial.

Il arrive parfois, cependant, que l'auteur abandonne la position de l'observateur impartial et affiche ses préférences. Ainsi, dans le chapitre sur le commerce, J. Brasseul reprend-il à son compte un "vibrant plaidoyer" pour le libre-échange tiré de *The Economist* qui commence ainsi: "L'analyse du commerce a montré depuis deux siècles, depuis Smith et Ricardo, que le libre-échange est bénéfique à n'importe quel pays, même si ce pays le pratique seul, de façon unilatérale, même si les autres conservent un marché protégé, fermé à ses exportations. Si une nation abaisse ou élimine seule ses droits de douane à l'importation, les bénéfices principaux vont, non pas aux pays étrangers ou à leurs firmes exportatrices, mais à ses habitants. Les consommateurs nationaux obtiennent des produits de meilleure qualité et meilleur marché, les producteurs nationaux sont obligés, par la concurrence, à devenir plus efficaces, plus productifs, et donc à adopter les meilleures technologies. Abaisser les tarifs extérieurs présente le même genre d'intérêt pour un pays que, par exemple, construire un réseau routier de qualité..." (p. 26-27). On ne saurait être plus clair. Le libre-échange profite doublement aux consommateurs: parce qu'ils bénéficient des produits disponibles au meilleur prix sur le marché mondial et parce que les producteurs nationaux, aiguillonnés par la concurrence, sont contraints d'offrir un meilleur rapport qualité-prix. Nulle mention, dans ce tableau, des inconvénients éventuels lorsque les producteurs locaux, malgré tous leurs efforts, ne parviennent pas à rester compétitifs. Considérant les conséquences présentes de la mondialisation, l'auteur reconnaît que les délocalisations entraînent des pertes d'emplois, mais c'est pour ajouter que "les craintes de désindustrialisation semblent largement exagérées. Plus les pays émergents exporteront, plus ils développeront leurs importations; aucun pays ne peut se permettre un excédent structurel durable, faute de gaspiller ses ressources" (p. 31). Quant à la menace que pourrait représenter la Chine pour l'économie des pays riches, J. Brasseul appelle à la "relativiser". Ici comme ailleurs, la position défendue par l'auteur a le mérite de la clarté. On ne peut cependant s'empêcher de penser qu'il aurait pu, sur ce point, pousser davantage ses analyses. Que pense-t-il, par exemple de l'excédent structurel chinois vis-à-vis des États-Unis³, voire des conséquences à terme sur le cours du dollar et sur l'économie mondiale? Quel rapport (similitude ou différence) avec l'excédent structurel de certains pays pétroliers. Que faut-il penser par ailleurs des délocalisations des activités de service ou des centres de recherche des multinationales? On aurait aimé également que la relation entre libre-échange et croissance fût étudiée d'une manière plus systématique puisque certains historiens croient voir une relation inverse entre les deux.

³ Excédent de la Chine vis-à-vis des États-Unis: 160 milliards \$; vis-à-vis de l'Union européenne: 98 milliards \$ (chiffres de 2004).

La multiplication du nombre des États est une conséquence inattendue de la mondialisation, bien mise en évidence par J. Brasseul dans le chapitre intitulé "Gouvernance". Alberto Alesina et d'autres auteurs, comme Enrico Spolaore, ont présenté une analyse intéressante du phénomène. Selon les économistes de cette école, la création des États dépend d'un arbitrage entre les avantages liés à la taille (économies d'échelle) et les coûts (principalement psychologiques) de l'hétérogénéité sociale, tous deux normalement croissants avec la taille du pays⁴. Néanmoins les effets de dimension positifs voient leur importance se réduire avec le degré d'ouverture économique. A la limite, lorsque le libre-échange s'est répandu partout, le marché potentiel de toute entreprise est le marché mondial et la taille de l'économie nationale n'importe plus. La tendance naturelle des humains à former des ensembles culturellement homogènes, donc de taille plutôt restreinte, peut alors s'épanouir sans entrave. D'autant que l'appartenance d'un petit pays à une union régionale permet de partager les coûts des services publics lorsque ces derniers sont porteurs d'économies d'échelle.

Dans le même chapitre, J. Brasseul établit une relation entre l'économie capitaliste de marché (qui ne se confond évidemment pas avec la mondialisation) et la démocratie : "La démocratie n'a pu s'installer que dans les économies capitalistes de marché, et nulle part ailleurs" (p. 48). La proximité entre l'individualisme, "l'esprit utilitaire", le capitalisme et la démocratie a été maintes fois soulignée. On n'en est pas encore là dans l'ordre international. J. Brasseul rappelle à ce propos que la Chine a été admise à l'OMC sans qu'on exige d'elle des progrès en matière des droits de l'homme. Il remarque néanmoins que les progrès des technologies de l'information rendent de plus en plus difficile le contrôle de la circulation des idées, ce qui jette un doute supplémentaire sur les perspectives de survie à terme des dictatures de tout poil.

La bonne doctrine libérale n'exclut en aucune manière la fonction régulatrice du politique. Au plan international, celle-ci peut être le fait d'un sous-ensemble régional (comme l'UE), d'une organisation à vocation mondiale (comme l'ONU) ou d'une puissance hégémonique. L'existence d'un "hégémon" repose sur un ensemble de facteurs indissolublement liés : c'est parce qu'ils sont le premier marché mondial que les États-Unis ont pu fixer leurs conditions pour l'adhésion de la Chine à l'OMC, mais c'est parce qu'ils disposent de la première armée du monde qu'ils peuvent interdire à la Chine d'envahir Taiwan. Une question demeure posée : quel est l'impact de la mondialisation (au sens de la multiplication des échanges de marchandises et de capitaux) sur le mode de régulation économique à l'échelle mondiale ? J. Brasseul brosse un tableau dans lequel la gouvernance mondiale semble toujours en retard par rapport aux exigences d'un marché bien ordonné. Même lorsqu'une institution internationale est chargée d'empêcher les dysfonctionnements majeurs dans un domaine particulier, comme le FMI, elle ne remplit pas correctement sa mission (p. 110).

⁴ Voir en particulier le livre d'Alesina et Spolaore, *The Size of Nations*, MIT Press, 2003.

Cette vision plutôt pessimiste dans le domaine économique n'est pas contredite par le dernier chapitre consacré à la violence internationale. Certes, J. Brasseul semble prendre plutôt parti pour Fukuyama ("1. La prospérité amène la démocratie ; 2. La démocratie amène la paix ; 3. Le commerce international encourage la démocratie et la paix", p. 290) que pour Huntington, suivant lequel les conflits continueront à se développer, non pour des motifs économiques ou même idéologiques, mais entre des civilisations attachées à des valeurs incompatibles entre elles. Il n'en prend pas moins très au sérieux les risques que présente l'islamisme radical et conclut que la raréfaction des guerres entre nations n'empêchera pas que le monde ne devienne "plus dangereux" (p. 298) à l'avenir.

Tout ce qui précède n'empêche pas que la tonalité dominante du livre soit marquée par l'optimisme. Pour J. Brasseul, en effet, si la mondialisation ne saurait être en aucune manière une panacée, et si des reculs temporaires sont toujours possibles, elle est une étape dans le mouvement général de l'humanité caractérisé par le progrès. Plus encore que les échanges de richesses matérielles, c'est la circulation des idées, le brassage des cultures qui constituent un facteur essentiel d'amélioration pour le plus grand nombre. Ils relèguent, nous dit-il, "dans un passé incompréhensible les idéologies racistes meurtrières de la première partie du XX^e siècle" (p. 234). Pour lui, c'est une évidence : "les faits montrent le progrès planétaire des idées" (p. 243).

Certes, l'enrichissement général, l'augmentation de la population mondiale présentent pour l'humanité des dangers dont on ne saurait négliger la gravité. Sans écarter totalement la perspective d'un effondrement de notre civilisation, J. Brasseul considère néanmoins plus probable que, confrontée à l'urgence, l'humanité saura trouver les solutions nécessaires dans son "ingéniosité", comme elle a su le faire au cours de son passé (p. 270).

Michel Herland

Faculté de Droit et d'Économie de la Martinique
Université des Antilles et de la Guyane

Michèle Rioux (sous la dir. de), *Globalisation et pouvoir des entreprises*, Athéna Éditions, publié avec le Centre d'Études Internationales et Mondialisation (de l'Université du Québec à Montréal), 2005, 246 p.

Face à la mondialisation, caractérisée par la libéralisation du commerce international, l'expansion des investissements directs étrangers (IDE) et le développement des mouvements financiers transfrontaliers, l'ouvrage collectif dirigé par Michèle Rioux s'interroge sur les enjeux que soulèvent l'intégration économique, les nouvelles formes prises par l'organisation des marchés et leurs modes d'encadrement institutionnel.

L'ouvrage offre un large panorama. Les politiques et les stratégies nationales vis-à-vis des IDE sont abordées dans le cas du Chili (M. Solervicens), du Mexique (M. Arès), de l'Afrique (B. Campbell, P. Hatcher et A. Lafortune), du

Vietnam (F. Lasserre) et de l'Asie de l'Est (P. Petit)⁵. La question de l'intégration régionale, contrepoids à ou vecteur de la globalisation économique, est plus directement analysée par C. Deblock et Ch.A. Michalet. Les codes de conduite (dans le secteur minier en Afrique) et les conditions de gouvernance de la finance globale sont évoqués respectivement par A. Veilleux et C. Serfati. Michèle Rioux, dans le chapitre introductif, expose les grands défis que pose la globalisation.

Si notre époque n'est pas unique, le degré d'ouverture des économies était peut-être aussi élevé avant la Première Guerre mondiale, la période actuelle est présentée comme une rupture qui affecte l'organisation de l'économie mondiale. Nous sommes entrés dans une économie globale dont les activités stratégiques clés, comme l'innovation, la finance et la gestion d'entreprises, fonctionnent désormais à une échelle planétaire en temps réel. Les marchés dépendent de systèmes de production mondiaux où œuvrent quelques 61 000 entreprises multinationales ayant plus de 900 000 filiales étrangères, représentant un stock d'IDE d'environ 7 milliards de dollars (selon la CNUCED, 2004). Les groupes d'entreprises coordonnent de multiples réseaux de production, d'approvisionnement, de commercialisation, de R&D, aussi complexes et étendus que denses et flexibles. En clair, nous dit M. Rioux, si la globalisation a des racines historiques, elle ne se confond pas avec l'internationalisation ni avec la libéralisation des économies, elle nous renvoie plutôt à un phénomène de réorganisation et d'intégration du monde autour des entreprises et de leurs réseaux. Plusieurs auteurs⁶ ont tenté de saisir les évolutions du capitalisme mondial en prenant pour point d'ancrage la firme multinationale mais le champ d'étude reste largement ouvert sur les comportements des firmes et le découplage des espaces de production.

La forte concentration des IDE dans les pays industrialisés et un petit nombre de pays en développement a d'ailleurs amené un vaste courant de recherche sur la localisation des IDE et leurs effets. M. Porter⁷ a largement popularisé l'idée que les stratégies globales des entreprises sont influencées par les "avantages compétitifs" que présentent différents espaces géographiques. L'attraction et la compétitivité des territoires pour les firmes multinationales peuvent reposer sur les coûts de production ou la taille du marché mais aussi sur les ressources spécifiques du milieu économique : les conditions locales de production, les économies d'agglomération, la qualité des institutions, les risques politiques, le respect des droits de propriété, etc. Une division spatiale à la fois plus complexe et plus fine du travail en résulte, qui favorise la spécialisation et le

⁵ Qui d'ailleurs donne là les prémisses d'un article publié dans le n° 22-2005 de *Région et Développement*.

⁶ Parmi lesquels on peut notamment mentionner J. Dunning, *Multinational Enterprises and the Global Economy*, Addison-Wesley, 1993 ; *Alliance Capitalism and Global Business*, Routledge, 1997.

⁷ M.E. Porter, *The competitive advantage of nations*, Free Press, 1990.

morcellement des connaissances et des compétences tout au long de la chaîne de valeur⁸. Et, comme le remarque Mouhoud⁹, chaque fragment des processus de production intensifs en travail qualifié et en connaissance ne pourra être localisé que dans les régions dont les avantages ne se réduisent pas à la disponibilité de facteurs génériques (main-d'œuvre non qualifiée abondante, ressources naturelles), mais qui sont en mesure d'acquérir des blocs de savoir requis pour le partage des tâches à l'intérieur des firmes ou entre les firmes.

Le "vol d'oies sauvages" peut être dans ce cadre une bonne métaphore des étapes du développement et de l'internationalisation : au fur et à mesure que de nouvelles technologies sont développées, les industries des phases précédentes perdent de leur compétitivité et se délocalisent dans d'autres pays, aux facteurs de production moins chers et/ou qui offrent des conditions plus appropriées. Le redéploiement industriel du Mexique vers des secteurs plus intensifs sur le plan technologique est édifiant. La *maquila* au nord du pays qui repose sur des processus simples d'assemblage et une main-d'œuvre non qualifiée a été longtemps décrite comme un secteur offrant des salaires de misère, en rapport des salaires nord-américains, ayant favorisé l'arrivée des IDE et le développement industriel. Toutefois, depuis quelques années, cet avantage disparaît plus être aussi décisif qu'auparavant, émoussé qu'il est par le resserrement des règles d'origine de l'ALENA, la libéralisation des conditions d'accès des pays concurrents sur le marché des États-Unis et l'élévation relative des coûts de production au Mexique. La Chine, notamment, aurait ravi environ 300 entreprises et fait perdre plus de 100 000 emplois au Mexique, selon M. Arès. Des taux de salaire aussi bas que 0,50 \$ de l'heure et le non-respect des normes minimales de travail (promues par l'Organisation Internationale du Travail) permettraient à certaines entreprises chinoises de produire à un coût jusqu'à 30 % plus bas que les entreprises mexicaines. La concurrence des produits chinois serait si forte qu'une part grandissante du marché national échapperait désormais aux producteurs mexicains, phénomène visible, entre autres, par le fait que le déficit commercial mexicain envers la Chine est passé de 341 millions de dollars à 3,745 milliards de dollars entre 1993 et 2001. Dans le même esprit, les dirigeants vietnamiens cherchent à leur tour à populariser l'image de leur pays comme "dernier tigre asiatique" pour attirer les IDE (F. Lasserre).

M. Rioux insiste enfin sur le difficile réaménagement des rapports entre deux puissances, celle des entreprises et des États. Pour concilier les attributs traditionnels de leur souveraineté avec un pouvoir économique qui tend à s'autonomiser en jouant sur une dimension mondiale, les États ont trouvé un certain *modus operandi* dont la finalité est d'arrimer, d'une part, la croissance des économies nationales aux réseaux transnationaux et, d'autre part, la compétitivité des entreprises à celle de la nation. Mais l'auteur en déduit que, sous le couvert

⁸ B. Guilhon, *Les firmes globales*, Economica, Gestion Poche, 1998.

⁹ E.M. Mouhoud, "Régionalisation, globalisation et polarisation de l'économie mondiale : quelle place pour les pays en développement ?", *Région et Développement*, n° 2, 1995.

d'une intégration des économies nationales dans l'économie mondiale, les rivalités entre les nations sont souvent exacerbées, les "imperfections" du marché restent criantes et les capacités de régulation internationale très réduites. La mise en place progressive d'une gouvernance mondiale, d'un "fédéralisme global" (Rodrik) soulève en tout cas de nombreuses questions où sphères politique et économique s'entrecroisent ou s'affrontent : quels modes de régulation (privés, publics, mixtes) et sous quelles formes ? À quel niveau (multilatéral, régional, bilatéral) développer les institutions encadrant les marchés ?

En conclusion, nous conseillons la lecture de cet ouvrage en parallèle de celui, pédagogique, de J. Brasseul¹⁰ pour aborder la vaste littérature et les travaux approfondis¹¹ sur l'économie mondialisée.

Maurice Catin

CRERI, Université du Sud Toulon-Var

Geraldine Froger, Claire Mainguy, Jean Brot, Hubert Gerardin (éds.),
Quels acteurs pour quel développement ? Paris, GEMDEV-Karhala, 2005.

Cet ouvrage collectif est le fruit d'un colloque organisé en 2003 par le GEMDEV et par l'Association Tiers-Monde (ATM) sur les acteurs et le développement. Le rôle des acteurs est minimisé en économie par deux principaux paradigmes ; le courant néoclassique traditionnel qui traite d'agents non dotés de pouvoirs et de capacités d'actions et un courant structuralo-marxiste privilégiant les effets de structures. Les acteurs sont pourtant plus ou moins dotés de pouvoirs. Ils sont pluriels. Ils interviennent à diverses échelles territoriales, dans des horizons temporels différents.

L'ouvrage à plusieurs voix est consacré à leur rôle dans le développement. Il est structuré autour de trois parties : la montée en puissance de la société civile (I) ; le rôle des acteurs dans le développement : pratiques et retour sur expériences (II) ; les acteurs dans la gouvernance des biens mondiaux. Il traite, en premier lieu, de la société civile, terme polysémique mais devenu incontournable par la mise en place de processus participatifs notamment dans le cadre des documents stratégiques de lutte contre la pauvreté (B. Buclet, J.M. Fardeau, F. Lapeyre, N. Ordioni I. Yopez, S. Treillet). Il analyse, ensuite, la diversité des champs d'intervention des acteurs de développement dans des contextes différents : le champ du religieux est traité par O. de Solages, celui des petits producteurs dans l'économie locale en Côte d'Ivoire par N. Pagès), de la sécurité et des transferts de solidarité par V. Briand, des politiques sanitaires par E. Esnault, des activités sucrières au Mexique par C. Delhoume, du coton en

¹⁰ Voir le compte rendu dans ce numéro.

¹¹ On peut noter que la revue *Région et Développement* a consacré récemment le numéro 20-2004 (coordonné par Cl. Mainguy) aux IDE dans les pays en développement et le numéro 22-2005 (coordonné par Ph. Hugon) aux intégrations régionales.

Afrique de l'Ouest et du *dôl moi* au Vietnam. La troisième partie traite des biens publics globaux, de la gouvernance et du développement durable sous diverses facettes : principe de précaution (J. Poirot); santé (B. Boidin), gestion des catastrophes (S. Callens) et l'eau en Inde (O. Petit).

Cet ouvrage est très riche. Il restitue de manière très vivante les pratiques des acteurs dans des champs stratégiques tels que leau, la santé, lagriculture, l'emploi ou les catastrophes. Il est en phase avec les nouveaux questionnements du développement. Il permet en se référant aux trois continents du "Tiers monde" de donner une pluralité d'éclairages et de comparer le rôle des acteurs du bas. Il est rédigé en grande partie par des jeunes chercheurs et repose pour l'essentiel sur des travaux de terrain.

On peut évidemment regretter un certain éclatement, inhérent à tout ouvrage collectif. L'ouvrage parle de société civile, de gouvernance, de développement durable, de participation, de parties prenantes ou de pauvreté. Les critiques des sciences sociales telles celles de Bourdieu, de Foucault auraient été bienvenues. Les termes de classes sociales, de structures sociales, de rapports de force, de conflits, de pouvoirs sont largement évacués. Est-ce un signe de changement de vocabulaire des nouvelles générations ou d'acceptation d'un langage normé par les institutions internationales ?

On ne peut, malgré ces légères réserves, que conseiller aux lecteurs de *Région et Développement* à lire cet ouvrage riche qui nous aide à comprendre les contextes du Sud et le rôle qu'y jouent des acteurs pluriels.

Philippe Hugon

Ho Hai Quang, *Histoire économique de l'île de la Réunion (1849-1881), Engagisme, croissance et crise*, L'Harmattan, 2004.

Ce livre est la suite du premier volume de *l'Histoire économique de la Réunion*, du même auteur (voir compte rendu dans *Région et Développement*, n° 11, 2000), qui portait sur la période allant des origines du peuplement de l'île, au XVII^e siècle, jusqu'à labolition de lesclavage en 1848. Pourquoi s'arrêter dans celui-ci en 1881 ? Parce que c'est la dernière année où la Réunion pourra faire venir des travailleurs engagés aux Indes, la Grande Bretagne ayant dénoncé en 1882 une convention permettant cet "engagisme". La période retenue est donc homogène, ce système déclinant par la suite. L'auteur adopte un plan chronologique, la phase 1849-1859 est étudiée dans une première partie, il s'agit du passage progressif au salariat dans un contexte de croissance basée sur l'économie sucrière ; celle allant jusqu'à 1881 fait l'objet de la deuxième, elle se caractérise par la consolidation du système accompagnée d'une crise économique et monétaire.

En 1848, après labolition de lesclavage, on le remplace par le salariat obligatoire des anciens esclaves... Ce qui entraîne la multiplication des désertions, elles-mêmes suivies d'une répression accrue (notamment le livret de travail, p. 31), mais de peu deffet, doù la nécessité pour les autorités et les

producteurs de se tourner vers l'extérieur (Afrique, Madagascar, Inde). L'auteur décrit les pratiques diverses pour trouver de la main-d'œuvre, proches de l'esclavage, "un esclavage tempéré" ou "une traite déguisée". Ainsi Napoléon III autorise le rachat des esclaves aux colons portugais du Mozambique, affranchis pour être ensuite engagés, pour des durées indéfinies... Mais finalement, ce sont les contrats d'engagement qui vont remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Dans les années 1850, environ 80 000 immigrants arrivèrent ainsi dans l'île, la plupart indiens, avec par exemple un pic de 13 400 en 1854. Par la suite, grâce aux traités de libre-échange de 1860 et l'abandon du Pacte colonial¹², les relations s'améliorent entre la France et la Grande-Bretagne, et des conventions permettent un afflux régulier de main-d'œuvre indienne (auparavant, les engagés indiens venaient seulement des comptoirs français comme Pondichéry). L'engagé a une situation préférable à celle de l'esclave (p. 42), même si, à la différence du salarié libre, il ne peut résilier le contrat de travail, qui le lie sur la longue durée (cinq ans¹³). Il s'agit d'un *salariat contraint*, un système de transition entre l'esclavage et le salariat, entre esclavagisme et capitalisme. On a là le principal apport de l'ouvrage, avec ce concept nouveau, créé par l'auteur, qui nous permet d'aller au-delà des analyses traditionnelles des historiens où l'engagisme était considéré comme une forme d'esclavage. Cette assimilation obscurcissait, selon Ho, les mécanismes du passage au capitalisme, la concentration, les luttes sociales et enfin la façon dont de petits commerçants ont pu commencer à accumuler, grâce aux salaires dépensés par les engagés. Le concept de salariat contraint permet au contraire de comprendre la transition de l'ancienne société esclavagiste réunionnaise à la société capitaliste moderne.

Une immigration libre se développe également (p. 269), des artisans indiens, ruinés¹⁴ par la concurrence des fabriques (établies en Inde même), vont chercher fortune ailleurs, notamment à la Réunion. De même des Chinois quittent l'empire, des paysans chassés par la misère et les inégalités foncières, ou de petites gens, des marchands, des artisans, fuyant les conflits et les troubles intérieurs, notamment pendant les guerres de l'opium. La première boutique chinoise est ainsi créée à La Possession en 1858... Leur réussite à partir de presque rien n'est plus à démontrer, l'auteur constate les qualités de ces pionniers : "Il est évident que sans un travail acharné et des vertus d'économie poussées jusqu'à l'extrême aucune accumulation n'aurait été possible", qualités vantées en termes plus lyriques et moins techniques par Defos du Rau, grand historien de la Réunion, cité page 280 : "Humbles, modestes, vivant de rien, patients, ils arrivent avec une petite pacotille qu'ils écoulent et dont ils

¹² L'île pourra exporter son sucre ailleurs qu'en France, par exemple en Australie (p. 252).

¹³ En réalité beaucoup plus longtemps, car les employeurs font tout pour retenir les engagés, y compris par les moyens les plus malhonnêtes, "en fait, l'engagé n'était rapatrié que lorsqu'il était infirme, vieux, incapable de travailler" (page 258).

¹⁴ Comme Marx l'avait constaté dans sa formule célèbre : "*Les os des tisserands blanchissent les plaines de l'Inde*", certains sont partis avant de connaître ce funeste sort.

reconstituent les stocks par des envois de Chine. À force d'économie, sou par sou, d'astuce, d'habileté, ils parviennent souvent à une petite fortune."

Les années 1850 sont des années de croissance d'une économie basée sur le sucre, croissance "excluante" accompagnée de concentration et de paupérisation, les petits et moyens propriétaires sont éliminés, les engagés ("principaux créateurs de richesse") ne vivent guère mieux que les esclaves. Des réformes monétaires sont adoptées (Banque de la Réunion), des tentatives de mise en valeur des plaines de l'intérieur sont lancées, avec une répartition de l'île où la "zone littorale est consacrée au sucre et dominée par les grands Blancs" et la "zone d'altitude consacrée aux vivres est réservée aux Petits-Blancs". Un épisode intéressant est celui de l'introduction de pièces autrichiennes dans l'île, les kreutzers, pour pallier l'insuffisance de monnaie, à l'initiative d'un grand sucrier, Gabriel de Kervéguen, de 1859 à 1879. Les pièces prennent son nom, des kervéguens, la vague consonance des deux termes facilitant sans doute cette substitution. À côté d'elles, et bien sûr des francs, circulent des piastres espagnoles et mexicaines, des roupies indiennes, des souverains anglais, et cette multiplicité ("plus de trente monnaies légales provenant de tous les coins du monde"), ainsi que le passage à l'étalon-or en Europe, dont les effets sont bien expliqués page 227 sq., conduisirent au cours forcé des billets en 1876 et à la démonétisation des pièces étrangères en 1879.

Les conséquences de la crise de l'économie sucrière, suite à la concurrence de la betterave et la baisse des cours du sucre, sont analysées dans la dernière partie : concentration des terres et des sucreries à la Réunion, début de rationalisation capitaliste de la production, avec le passage de "l'habitation" à "l'établissement"¹⁵, et mainmise des capitaux métropolitains. La crise est ressentie d'autant plus durement par les producteurs que le système de l'engagement les empêche de licencier et donc de pouvoir comprimer les salaires, "les profits sont écrasés et les pertes s'accumulent" (p. 286). L'auteur examine aussi la dégradation des conditions de vie des engagés et la dureté de l'exploitation, qui provoquent en 1882 la décision des autorités britanniques de cesser de fournir cette main-d'œuvre. L'engagisme a modifié le peuplement de l'île, car nombreux sont les travailleurs qui décident ou sont convaincus de rester, devenir des commerçants ou des exploitants agricoles, petits propriétaires ou métayers. D'autant que la dénonciation par l'Angleterre des conventions d'immigration incite les propriétaires à retenir les engagés en leur proposant des terres.

Il se dégage de l'ensemble de ce travail la même rigueur et le même souci de précision, également la même qualité de style et de clarté de l'exposé, qui

¹⁵ Habitation, "en parler local, nous informe Ho, désigne un domaine agricole (terre + bâtiments + «case» + dépendances)" (p. 244). L'établissement est la fabrique de sucre, c'est "une stricte unité intégrée de production agricole et industrielle, comprenant la sucrerie, les champs de canne, les camps qui abritent les engagés, et enfin les bureaux de la direction" (p. 251), mais pas la résidence du propriétaire, comme dans l'habitation traditionnelle.

faisaient le prix du tome précédent. Une analyse aussi fouillée, avec une abondance impressionnante de sources originelles a dû nécessiter un travail titanesque. L'auteur met à la disposition de la communauté des chercheurs une masse de statistiques neuves, qui permettent de renouveler la vision des historiens comme des économistes. On est frappé par la connaissance extrêmement détaillée de l'auteur sur une période relativement courte concernant une partie du monde éloignée et réduite. Il n'ignore absolument rien de ce qu'on peut savoir de la production de sucre à la Réunion dans les années 1850, ou du cours du sucre dans la même décennie, ou des techniques de production, améliorées par exemple par des ingénieurs oubliés, comme Joseph Martial Wetzell (1793-1857), p. 119... Ho Hai Quang semble vouloir faire sienne la fameuse formule de Thomas Mann, dans *La Montagne magique* : "Seul ce qui est exhaustif est intéressant." On a affaire à un ouvrage très pointu et spécialisé, une sorte d'hyperspécialisation, qui évoque la vieille boutade selon laquelle le spécialiste est "celui qui connaît tout sur rien...". Cela est certes préférable à la situation inverse – celle que peut par exemple éprouver un auteur de manuels –, mais on se demande parfois si un tel luxe de détails, sur une période aussi lointaine et sur un lieu aussi restreint, peut trouver un véritable lectorat, hormis d'autres hyperspécialistes...

Le livre est moins théorique, axé sur la théorie marxiste, que le précédent. Les aspects descriptifs et chronologiques l'emportent, la théorie se fait moins présente. Certes l'analyse marxiste n'est jamais très loin, comme en témoigne l'étude de la crise des années 1860-1870, liée au sucre de betterave et la baisse des cours, en termes de capital constant/capital variable (p. 98 sq.), mais dans l'ensemble les aspects descriptifs et chronologiques l'emportent. Un point mineur, mais plaisant, est l'extrême qualité de l'édition : aucune coquille, aucune faute, le texte a dû être lu et relu de nombreuses fois avant d'être soumis au "bon à tirer".

On peut contester certaines formulations avec esclave au singulier, comme "des planteurs sans esclave" ou "les autres n'avaient pas d'esclave", "le fait de ne pas détenir d'esclave", "démunis desclave", etc. (par ex. pages 96-97), là où le pluriel semblerait s'imposer : *des planteurs sans esclaves*¹⁶. Certaines questions marginales restent en suspens et suscitent l'interrogation du lecteur, par exemple lorsque l'auteur parle des nouvelles maladies qui apparaissent à la Réunion et affectent la main-d'œuvre, le "capital variable", comme le paludisme "à partir de 1865", on se demande s'il n'existait pas avant, et quelles sont les causes de son introduction¹⁷.

¹⁶ Les petits propriétaires étant ceux qui avaient moins de dix esclaves (p. 99), on peut penser que l'écrasante majorité détenait plus d'un esclave.

¹⁷ Sur les épidémies à la Réunion, et notamment l'épidémie actuelle de Chikungunya, dans une perspective historique depuis le XVIIe siècle, voir le Journal de l'Île de la Réunion du 5 février 2006, l'article "Épidémies lointan" : http://archives.clicanoo.com/article.php3?id_article=122404&var_recherche=%E9pid%E9mies. Sur le paludisme : "La première épidémie de paludisme est notée en 1869 avec un pic entre février et avril. Il a été

Sur le fond, on peut discuter quelques affirmations, par exemple p. 289 : la domination impérialiste qui contribue "à détériorer la situation déjà misérable des paysannes indienne et chinoise". L'impérialisme n'est-il pas, selon une analyse marxiste, le moyen qu'a choisi l'histoire pour faire sortir les peuples d'Asie du despotisme oriental, et ne constitue-t-il pas un progrès par rapport aux divers systèmes archaïques et féodaux en vigueur en Inde ou en Chine, avec une exploitation et une misère bien plus noires que celles des plus féroces exploités capitalistes ? Comme le dit en effet Marx, dans un passage célèbre¹⁸ : "*Nous ne devons pas oublier cette vie végétative, stagnante, indigne, que ce genre d'existence passif déchaînait d'autre part, par contre-coup, des forces de destruction aveugles et sauvages, faisait du meurtre lui-même un rite religieux en Hindoustan. Nous ne devons pas oublier que ces petites communautés portaient la marque infamante des castes et de l'esclavage, qu'elles soumettaient l'homme aux circonstances extérieures au lieu de faire le roi [...]. Il est vrai que l'Angleterre, en provoquant une révolution sociale en Hindoustan, était guidée par les intérêts les plus abjects et agissait d'une façon stupide pour atteindre ses buts. Mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si l'humanité peut accomplir sa destinée sans une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie.*"

De même, p. 292, l'affirmation que la dépendance vis-à-vis de l'extérieur "constitue l'une des caractéristiques majeures du sous-développement" (à propos de la nécessité pour l'île d'importer du riz et d'exporter son sucre) est un peu rapide dans la mesure où le commerce international implique la dépendance, mais aussi permet la croissance, grâce à l'utilisation des avantages comparatifs. C'est justement l'absence de dépendance, l'indépendance totale, l'autarcie, qui représentent la garantie assurée du sous-développement. Peu de pays plus indépendants économiquement que la Corée de Kim Il-sung ou la Guinée de Sékou Touré, ni de pays plus dépendants que la Suisse ou la Belgique.

Au total cependant, il y a là une analyse perçante de l'évolution des rapports économiques et sociaux de l'île dans cette période charnière. Grâce à

vraisemblablement "importé" de Maurice où il a fait 40 000 morts. En quelques années, la maladie prend un caractère endémique sur tout le littoral de notre île. Le paludisme est alors jugé responsable de 25 à 33 % de décès annuels. Au début du vingtième siècle toute la Réunion est touchée. En 1901, le paludisme est responsable de 24,3 % des décès à Saint-Denis. En 1914, un service de prophylaxie et de désinfection est créé, mais l'endémie reste à un niveau élevé. En 1948, le paludisme est considéré comme étant la cause de 25,8% des décès annuels. Peu de progrès depuis 1968. À partir de 1948, le programme de lutte prend la forme de distribution de chloroquine dans les écoles mais surtout sur l'utilisation du DDT en pulvérisations dans les jardins contre les adultes et en épandage contre les larves. Aujourd'hui président du directoire et directeur général d'Air Austral, Gérard Ethève se souvient avoir participé à des campagnes d'épandages dans les années 50."

¹⁸ K. Marx et F. Engels, *Du colonialisme en Asie. Inde, Perse, Afghanistan*, Mille et une nuits, 2002, édition établie et présentée par Gérard Filoche, qui malheureusement passe à côté de l'essentiel, c'est-à-dire le fait que la vision de Marx et d'Engels est radicalement à l'opposé de celle des auteurs tiers-mondistes et néomarxistes de la deuxième moitié du XXe siècle. La volte-face de Lénine en 1916 avec son ouvrage *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* est à l'origine de cet abandon des thèses marxistes originelles, voir le livre fondateur de Bill Warren, un marxiste gallois, sur ce point : *Imperialism, pioneer of capitalism*, Verso, 1981.

une longue maîtrise de la théorie marxiste, Ho Hai-Quang éclaire finalement de façon remarquable cette transition. De plus, forger des concepts n'est pas chose courante dans les ouvrages d'économie, peu nombreux sont les novateurs, nous avons ici une exception et nul doute que la notion de salariat contraint, proposée par l'auteur, ne constitue un acquis essentiel dans la compréhension du phénomène de l'engagisme. Vers la fin du livre, il décrit les implantations des engagés sur la terre au terme de leur contrat, comment ceux-ci deviennent propriétaires ou métayers. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une forme un peu particulière de métayage, le *colonage partiaire*¹⁹, un système qui va s'étendre à la Réunion par la suite, et dont l'auteur est un spécialiste. On peut s'attendre à ce que son prochain livre, la suite de cette magistrale histoire économique de la Réunion, y soit consacré...

Jacques Brasseul

CRERI, Université du Sud Toulon-Var

José A. Pagan (ed.), *Worker displacement in the US/Mexico Border Region. Issues and challenges*, Edward Elgar Publishing Ltd, 2004, 127 p.

Ce livre est issu d'une recherche interdisciplinaire réalisée par une équipe du *Center for Border Economic Studies at the University of Texas – Pan American*. L'ouvrage a le grand intérêt d'exposer les effets de l'Accord de Libre-échange Nord-Américain (ALENA), en 1994, et de la restructuration industrielle de l'économie américaine sur le marché du travail de la région frontalière Texas/Mexique. Selon les auteurs, la libéralisation des échanges et des flux de capitaux entre les États-Unis, le Mexique et le Canada a entraîné une forte augmentation du chômage sur les régions frontalières des États-Unis et du Mexique et surtout sur la frontière américaine du Texas avec le Mexique (Chihuahua, Tamaulipas et Nuevo León). Pendant les années quatre-vingt-dix près d'un million de travailleurs américains ont été concernés par la fermeture des usines et les pertes d'emploi. Tout ceci a été le résultat de la concurrence croissante d'importations et de la délocalisation des entreprises des régions frontalières. Les communautés de la frontière ont été les plus affectées par la disparition des emplois car elles rassemblent des populations à très bas niveau de revenu, d'éducation, souvent d'origine mexicaine, et ayant des capacités limitées pour parler et comprendre l'anglais.

L'ouvrage comporte 127 pages et il est organisé en neuf chapitres à travers lesquels chaque auteur fait l'analyse d'un aspect de la problématique du déplacement des travailleurs le long de la frontière Texas-Mexique.

Dans le premier chapitre, José Pagan présente l'ensemble du livre et les hypothèses centrales du travail mené. Le chapitre 2, écrit par Cynthia J. Brown

¹⁹ Déjà analysé par Marx dans le Livre III du Capital, chapitre XLVII : http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_46.htm.

et Marie T. Mora, expose les problèmes de base de la région frontalière États-Unis-Mexique en termes de fonctionnement du marché du travail, de revenus réels et d'évolution démographique. Les auteurs montrent l'augmentation des inégalités économiques et sociales des communautés de la frontière États-Unis-Mexique dans les années 90 : les revenus réels progressent à un taux plus bas, le chômage augmente. Chad Richardson, dans le chapitre 5, montre que la population active dans la région frontalière est peu qualifiée et ne manie pas suffisamment la langue anglaise. C. Brown et M. Mora proposent l'application de politiques publiques spécifiques de création d'entreprises adaptées à la région frontalière.

Dans le chapitre 3, Alberto Davila et Andrés Rivas font une analyse comparative des déplacements des travailleurs à l'intérieur des régions métropolitaines frontalières et non frontalières du Texas. Selon les auteurs, sur les 818 380 déplacements de population active au Texas pour l'année 2000, 125 690 résidaient dans les aires métropolitaines frontalières parmi lesquels 57 % seulement était employés, et 692 690 habitaient dans des aires métropolitaines non frontalières où 75,2 % était employés. La plus grande proportion de chômeurs se trouve donc parmi les travailleurs installés dans les zones métropolitaines frontalières du Sud du Texas.

Dans le chapitre 4, José Pagan évalue l'impact économique du déplacement des travailleurs dans les communautés de la région frontalière du Sud du Texas. L'auteur applique un modèle input-output pour en analyser les effets économiques directs et indirects. Il considère comme effets directs la réduction de la production et la perte des emplois, et comme effets indirects la réduction des achats inter-industriels des industries locales et la réduction du revenu des ménages. Les résultats de son analyse montrent que les effets économiques du déplacement ont été relativement importants sur la région frontalière du sud du Texas : en 2001 les effets directs des déplacements ont provoqué la perte de 16 881 emplois et les effets indirects ont provoqué la perte de 11 327 emplois. Dans le chapitre 9, Gökçe Soydemir développe un modèle économétrique de prévision laissant supposer que les travailleurs déplacés dans les prochaines années vont augmenter le long de la frontière Sud du Texas.

Elena Bastida, dans le chapitre 6 fait l'analyse des conséquences de la fermeture de l'industrie du vêtement tout au long de la frontière sud des États-Unis. Elle utilise des *focus groups* pour déterminer les effets psychologiques sur les travailleurs de la fermeture des établissements. Elle arrive à la conclusion que la santé mentale et physique des travailleurs a été affectée par la dislocation sociale provoquée par le déplacement de la population.

Jose R. Llanes, dans le chapitre 7, évalue les conséquences sur la formation des travailleurs déplacés de l'industrie du vêtement du sud du Texas. La majorité des travailleurs sont des femmes avec un niveau d'éducation très bas mais ayant une grande expérience du travail dans le secteur de l'habillement. La plupart sont des immigrantes qui ont besoin d'apprendre à parler et à écrire l'anglais. L'auteur considère que les coûts directs et indirects de formation sont

très élevés par rapport aux bénéfiques obtenus, mais les travailleuses ayant perdu leur emploi privilégient la formation à la recherche d'un nouveau travail.

Le chapitre 8, écrit par Marco Garza, expose les conséquences du recyclage de la force de travail au sud du Texas. Le programme paraît efficace dans la mesure où les travailleurs, en cours de formation, sont capables d'utiliser les qualifications acquises à leurs nouveaux postes de travail.

En conclusion, l'ouvrage présente un bon état des lieux de l'économie frontalière du Sud des États-Unis et du marché du travail "secondaire" de la région frontalière du Texas. Cet ouvrage montre clairement que IALENA a pu entraîner des coûts sociaux importants sur la région frontalière. Après 1994, beaucoup d'entreprises intensives en main-d'œuvre, localisées dans la région frontalière sud des États-Unis, se sont déplacées ailleurs, ce qui a entraîné l'augmentation du chômage et la dislocation du tissu social.

Il faut ajouter que la région frontalière du nord du Mexique a aussi connu les mêmes effets pervers notamment après l'année 2000, conséquence de la fermeture et du déplacement massif des *maquiladoras* tout au long de cette région. De ce point de vue, l'ouverture s'est traduite, de part et d'autre de la frontière, par l'effritement du tissu économique traditionnel. En particulier la région frontalière Texas-Mexique a été le maillon le plus faible de la chaîne et la région la plus frappée par les effets négatifs.

Cuauhtémoc Calderon-Villarreal

Departamento de Estudios Económicos

El Colegio de la Frontera Norte

Tijuana, Baja California, Mexique

H.W. Richardson et C.H.C. Bae (éds.), *Globalization and Urban Development*, Springer, 2005, 321 p.

Cet ouvrage collectif fait suite à une conférence organisée à Bellagio en Italie en août 2002, au *Rockefeller Foundation Bellagio Center*. L'ouvrage, essentiellement empirique, vise à apporter quelques illustrations de l'impact de la globalisation sur l'urbanisation. Il se structure autour de quatre grandes parties : (i) le contexte général de globalisation, (ii) l'impact de la globalisation sur les villes et les systèmes régionaux dans cinq pays (Inde, Corée du sud, Philippines, Indonésie, Afrique du sud), (iii) des analyses portant sur 9 villes en particulier, principalement situées dans les pays en développement (Rio-São Paulo, Mexico City, Bogota, Tijuana-San Diego, Shanghai, Karachi) mais aussi dans des pays déjà industrialisés (Los Angeles, St Petersburg, Tokyo), (iv) des études de cas autour de problèmes spécifiques (technologies de l'information, questions environnementales...).

H.W. Richardson et C.H.C. Bae reconnaissent volontiers la difficulté d'aborder une problématique aussi large, de surcroît lorsque sont traités des pays à niveau de développement si contrastés. Au travers d'indicateurs tels que le taux d'ouverture ou la part des investissements directs étrangers (IDE) dans le PIB,

S. Chakravorty montre par exemple que la mondialisation a peu concerné les pays les plus pauvres : dans les économies à revenu élevé, en 1999, les échanges de biens comptaient pour 37 % du PIB contre 7,8 % dans les pays à faible revenu. Sur ce point, le nombre limité de références théoriques dans l'ouvrage est regrettable, dans la mesure où différents travaux ont montré que l'impact de l'ouverture sur l'urbanisation pouvait être très différent selon le niveau de développement des pays (voir par exemple Catin et Van Huffel, 2003, 2004).

Pour autant, le choix délibéré des auteurs de raborder que des aspects empiriques permet finalement à l'ouvrage de proposer un panorama large et consistant des transformations urbaines liées à l'interconnexion croissante des économies. Les différents chapitres proposés accompagneront le lecteur dans sa réflexion à la fois sur la nature de la globalisation (intensification des échanges, libéralisation des marchés...) et ses impacts différenciés sur l'urbanisation (villes globales, fonctions des villes, hiérarchies urbaines, inégalités régionales, etc.).

En dépit de la diversité des cas abordés, trois grandes questions semblent être posées : quelles sont les caractéristiques principales des villes ou des régions urbaines qui ont réussi leur intégration à l'économie mondiale ? Quel est l'impact de la globalisation sur les inégalités urbaines-régionales ? Quel est dans ce cadre le rôle des politiques publiques ?

La globalisation, dans sa dimension "ouverture aux échanges" a incontestablement soutenu le développement d'un grand nombre de villes ou de régions urbaines dans le monde²⁰, favorisant la croissance des pays et la réduction de la pauvreté.

Cependant, les régions urbaines qui réussissent à s'intégrer dans le processus de globalisation présentent souvent des caractéristiques spécifiques. La situation géographique des villes au sein des pays et par rapport aux grands flux d'échanges mondiaux semble importante : les difficultés de Bogota (A. Gilbert), la capitale colombienne enclavée à l'intérieur du pays, contrastent avec les relatives réussites de Tijuana qui fait face à San Diego (C.H.C. Bae) à la frontière Mexique-États-Unis ou de Shanghai (J. Cai et V.F.S. Sit) sur la façade maritime chinoise.

Dans le cas des pays en développement, l'évolution des spécialisations productives – à partir de productions intensives en main-d'œuvre vers des activités plus technologiques – paraît indispensable pour rester en compétition avec les grandes villes mondiales. Au Mexique, le déclin relatif des *maquiladoras* depuis quelques années montre que les avantages en termes de coût de main-d'œuvre ne sont que temporaires : les avantages détenus par les productions manufacturières "banalisées" des régions frontalières du Mexique avec les États-Unis se voient aujourd'hui de plus en plus menacés par les productions chinoises. La montée en gamme des activités est donc une question de survie sur le long terme, comme l'explique C.H.C. Bae pour qui les productions de Tijuana doivent

²⁰ On peut lire sur ce point l'ouvrage de A. Scott (2001) sur les *Global City-Regions* qui a fait l'objet d'un compte rendu dans *Région et Développement*, n° 15, 2002.

s'adapter rapidement aux besoins de leur voisin californien, San Diego, spécialisé dans des secteurs de haute technologie. O.P. Mathur souligne également dans le cas de l'Inde que les villes ayant réussi à sortir leur épingle du jeu de la globalisation sont celles qui ont su à la fois conforter leur base industrielle en montant en gamme, tout en développant des activités plus technologiques et de services (Dehli, Bangalore...).

Si ce sont en général les grandes régions urbaines qui se sont le mieux adaptées à la globalisation (et notamment en termes d'attraction d'IDE), c'est aussi que la concentration géographique des activités permet l'exploitation d'économies d'agglomération (voir par exemple les cas de la métropole de Manille analysé par E.M. Pernia et P.F. Quising ou de Shanghai) : vaste bassin de main-d'œuvre qualifiée, importance et variété des services aux entreprises, niveau des infrastructures et des services collectifs, proximité des fonctions décisionnelles...

La qualité de "l'environnement institutionnel" des pays et des régions urbaines en particulier reste également un facteur clé pour conforter la confiance des acteurs internationaux. Les illustrations données par les cas de Saint Petersburg (N.S. Trumbull) ou de Karachi (S.A. Kutub) soulignent en ce sens les obstacles que représentent encore la corruption ou l'insuffisance des cadres juridiques et de la protection des droits de propriété.

En favorisant le développement des grandes villes, la globalisation a également un impact sur les inégalités urbaines-régionales. Les effets positifs de l'intégration croissante aux échanges (en général dans une ou deux grandes métropoles) se réalisent parfois aux dépens des régions éloignées des grands centres d'échanges. Notons que sur le plan théorique cependant, le débat sur la relation ouverture économique-concentration spatiale est loin d'être tranché : l'ouverture, en permettant à des régions périphériques d'accéder aux marchés internationaux, peut aussi favoriser l'émergence de nouvelles régions urbaines industrielles et réduire la primatie. Selon le niveau de développement considéré, l'ouverture peut également encourager un processus de diffusion lié à la congestion croissante des grands centres urbains (cf. le cas de Tokyo analysé par A. Sorensen) et la (re)localisation d'activités "banalisées" hors des grands centres où les prix du foncier s'accroissent.

Les différents cas traités dans l'ouvrage reflètent cette diversité des impacts de l'ouverture sur les inégalités régionales. En Inde, l'ouverture est encore limitée (2,3 milliards de \$ d'IDE reçus en 2000 comparé à 2 milliards pour les Philippines ou à 38 milliards pour la Chine) et ne concerne que quelques secteurs, et le degré de primatie reste modéré. On assiste davantage à une forme particulière de polarisation le long de couloirs urbains, où les investissements industriels et en infrastructure ont accompagné la libéralisation de l'économie depuis les années 90.

En Corée, S.C. Choe note que l'urbanisation a été très rapide au cours du développement et de l'industrialisation de ces 40 dernières années : le taux d'urbanisation est passé de 39 à 91 %. L'industrialisation à partir des activités

intensives en main-d'œuvre a entraîné des taux élevés de migration rurale-urbaine au profit des grands centres urbains, dont l'attrait a été renforcé par les politiques d'ouverture (la population de Séoul a ainsi triplé entre 1960 et 1980). Dans les années 80 et 90, avec la généralisation de l'automobile et la hausse des prix fonciers, la diffusion de certaines activités à faible valeur ajoutée s'est réalisée dans la proche périphérie de Séoul, tandis que le centre de la ville se spécialise davantage dans les services. Les *spillovers* ont ainsi plutôt favorisé la suburbanisation qu'un véritable rééquilibrage du maillage urbain, et ce malgré les différentes politiques de décentralisation engagées.

Aux Philippines, la région métropolitaine de Manille concentre une part croissante du PIB (plus d'un tiers en 2000). La création de zones économiques spéciales en 1995 a, semble-t-il, permis l'émergence de quatre autres régions au-delà de la capitale. Les tests économétriques réalisés pour les 14 régions tendent à montrer que l'ouverture (au travers d'une variable exportations/PIB) favorise la croissance régionale et, par ce biais, la réduction de la pauvreté. Il apparaît cependant que l'ouverture ne permet pas de réduire les disparités régionales de revenu.

Le rôle des institutions et des pouvoirs publics apparaît une fois de plus incontournable pour maîtriser et accompagner les effets de la globalisation sur l'urbanisation et les inégalités régionales. Le lecteur trouvera de manière transversale dans l'ouvrage les politiques retenues pour tenter de concilier, d'une part, la nécessité de concentrer les potentiels de développement pour une meilleure efficacité et une plus grande compétitivité sur le plan international et, d'autre part, la volonté de diffuser le plus largement possible les bénéfices de la croissance pour une plus grande équité régionale.

Cet ouvrage a le mérite de montrer, s'il en est encore besoin, que l'analyse "coût-bénéfice" de la globalisation ne saurait donner totalement raison ni à ses plus ardents défenseurs ni à ses plus virulents pourfendeurs. Il apparaît toutefois que la globalisation, sur le long terme et si elle est bien encadrée sur le plan institutionnel, reste aujourd'hui un moyen de favoriser la croissance et de réduire la pauvreté.

Nous signalons enfin aux lecteurs intéressés par ces problématiques la sortie en 2005 d'un ouvrage sur ces mêmes thèmes, coordonné par R. Kanbur et A.J. Venables.

Références

- Catin M., Van Huffel C., 2003, "Concentration urbaine et industrialisation", *Mondes en Développement*, n° 31.
Catin M., Van Huffel C., 2004, "L'impact de l'ouverture économique sur la concentration spatiale dans les pays en développement", *Région et Développement*, n° 20.

Kanbur R., Venables A.J. (eds.), 2005, *Spatial inequalities and economic development*, Oxford University Press.

Scott A.J., 2001, *Global city-region: trend, theory, policy*, Oxford University Press.

Christophe Van Huffel

CRERI, Université du Sud Toulon-Var

André Torre et Maryline Filippi (coord. par), *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*, INRA Éditions, Paris, 2005, 322 p.

Le groupe de recherche "Dynamiques de Proximité", composé notamment de spécialistes d'économie industrielle et spatiale, a engagé depuis quelques années une démarche visant à faire émerger des concepts et des analyses novateurs et communs aux différentes approches de l'espace économique. L'intérêt particulièrement porté à la notion de proximité concerne aussi bien les analyses en termes de districts, de milieux, de technopoles, de distance, que des avancées plus récentes de la géographie économique.

L'originalité de ces travaux se fonde principalement sur l'articulation des deux dimensions de la proximité : la proximité géographique et la proximité organisationnelle. La première fait référence à la notion d'espace géographique, au sens de Perroux. Renvoyant largement à la localisation des entreprises, elle intègre ce que l'on appelle parfois la distance fonctionnelle. Cette proximité ne peut être réduite à une simple distance métrique mais doit être appréhendée comme un véritable construit social. L'amélioration des infrastructures de transport ou la mise en place de certaines technologies de communication introduisent une réduction du temps nécessaire pour parcourir une certaine distance. La proximité géographique est donc relative aux moyens de transport comme au jugement des individus sur la nature de la distance géographique. Elle peut faciliter la communication et la mutualisation des ressources détenues par des acteurs s'inscrivant dans des logiques différentes, mais participant à la résolution d'un problème commun. Chercher à définir une approche en termes de proximité géographique revient à s'écarter de la démarche économique standard, qui traite de l'espace comme d'une donnée homogène, objective et mesurable en termes de coûts. L'espace est en réalité fondamentalement hétérogène, notamment parce qu'il intègre la diversité des relations sociales.

La proximité organisationnelle, quant à elle, concerne les interactions entre agents (individuels et collectifs) membres d'une même organisation ou d'organisations différentes. Elle repose sur un cadre cognitif commun qui concourt à la cohérence des relations entre acteurs, et peut concerner aussi bien un groupe et ses filiales, l'État et des collectivités territoriales, des fédérations syndicales nationales et locales, qu'un réseau d'acteurs. La proximité organisationnelle se construit sur une proximité institutionnelle, qui repose sur l'adhésion des acteurs à un espace commun de représentations, de règles et de modèles de

pensée, qui orientent les comportements collectifs. Cette proximité institutionnelle, plus ou moins dense, influe sur la possible coordination entre acteurs.

Les dimensions géographique et organisationnelle de la proximité ne sont pas indépendantes, elles sont articulées entre elles. En effet, la proximité organisationnelle possède une nature relationnelle qui lui confère des propriétés d'activation des effets de la proximité géographique. Plus les interactions entre acteurs sont importantes, plus forte est l'association de ces deux types de proximité. Le territoire est donc ici appréhendé comme une modalité, toujours singulière, de l'interdépendance des proximités organisationnelle et géographique. Il convient ainsi de renoncer à toute définition préalable du territoire dans la mesure où ce dernier est fondamentalement un construit social, résultat des interactions entre acteurs. La dynamique du territoire s'appuie par conséquent sur le degré d'articulation et de cohérence entre ces deux formes de proximité.

L'intérêt de l'ouvrage *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux* réside dans l'application du concept de proximité à l'analyse de ces territoires. Ce nouvel outil permet d'appréhender plus précisément les mutations majeures à l'œuvre ces dernières années, dans les mondes ruraux. En effet, suite à la seconde guerre mondiale, on avait assisté à un mouvement général de redéploiement des productions et des activités induites par l'industrialisation massive. Les phénomènes de concentration industrielle et de standardisation des produits observés dans tous les secteurs de l'activité économique, ont également affecté les productions agricoles. Il est alors devenu possible de produire des biens agricoles sur lesquels les intempéries ou la périodicité des aliments avaient peu de prise. L'ancrage au territoire de ces productions s'en est vu profondément modifié, puisque le territoire d'origine n'entraîne plus en jeu que par le biais des coûts de transport qu'il induisait. Ces évolutions ont eu pour conséquence des changements structurels touchant aussi bien les caractéristiques des activités agricoles que leur organisation. La globalisation des marchés et la recherche de économies d'échelle ont ainsi entraîné une hausse de la taille des exploitations agricoles et par conséquent une baisse de leur nombre.

Depuis les années 90, ce phénomène de "déterritorialisation" des productions agricoles semble avoir atteint ses limites. On constate en effet un renouveau de l'intérêt pour le local, tant du point de vue de la gestion publique, qui approfondit le mouvement de décentralisation, que de celui des acteurs privés. En outre, les attentes de la société contemporaine envers les produits alimentaires connaissent une profonde mutation, d'autant plus prégnante dans un contexte de crise sanitaire. L'offre de ces produits doit répondre à une demande de plus en plus segmentée et pour laquelle la qualité, la spécificité et la traçabilité des produits, priment sur leur accessibilité massive. Ces deux évolutions conjuguées ont entraîné une nécessaire "reterritorialisation" des productions et des organisations agricoles. Elles influencent notamment la localisation et les modes d'organisation spatiaux et productifs. Ce regain d'intérêt pour le territoire aboutit à une renaissance des espaces ruraux où apparaissent des activités industrielles, résidentielles et de loisir et où les activités agricoles traditionnelles perdent de

leur influence. Cette nouvelle attractivité des "mondes ruraux" entraîne une redéfinition du lien ville-campagne.

Dans une problématique de développement territorial, qui intègre de plus en plus fréquemment les questions environnementales, cet ouvrage conduit à repenser les différentes logiques à l'œuvre dans ces espaces, par nature hétérogènes. Les auteurs définissent les "mondes ruraux" comme étant "des entités économiques et sociales, dépendantes des territoires qui les sous-tendent, mais également des groupes d'acteurs qui les habitent, les parcourent ou s'y réfèrent, ainsi que des politiques et réglementations qui naissent ou s'appliquent au niveau territorial." Chaque espace présente donc des caractéristiques propres et doit être appréhendé en fonction des acteurs présents et de leurs volontés, ce qui conduit à des modes de gouvernance territoriale différenciés. Cette définition du territoire rural implique une approche pluridisciplinaire. C'est pourquoi cet ouvrage collectif présente à la fois des analyses relevant de l'économie, de la gestion, du droit, de la sociologie et de la psychologie, ce qui lui confère une grande richesse.

L'ouvrage s'articule autour de quatre thèmes principaux : "les mutations de l'offre des biens agroalimentaires", "les modes d'organisation du secteur agroalimentaire", "les modes de gouvernance des espaces ruraux", et enfin "environnement et coordinations". Chaque partie comprend un exposé introductif permettant de resituer le thème abordé par rapport aux recherches déjà menées, ainsi que deux ou trois contributions, présentés en décembre 2001 lors des *Troisièmes Journées de la Proximité*.

Le premier thème traite de la profonde transformation qui s'est opérée au niveau de l'offre de produits agroalimentaires, et ce notamment du fait de l'importance croissante prise par la distribution. Tout d'abord, Philippe Moati constate que des changements structurels se sont opérés au niveau du secteur de la distribution. Du fait d'un potentiel de développement saturé et de la recherche de produits différenciés par les consommateurs, les entreprises se sont vues contraintes d'adopter de nouvelles stratégies de localisation des enseignes et de l'urbanisme commercial. Le mouvement auquel on aboutit est double : d'une part, le développement en périphérie et la polarisation spatiale des activités commerciales sont renforcés, d'autre part, une complémentarité croissante des différentes catégories d'urbanisme commercial apparaît. Emilie Vandecandelaere et Jean-Marc Touzard, quant à eux, analysent d'un point de vue empirique la question des "Routes des Vins". Cet exemple illustre particulièrement les relations émergentes entre produit, terroir et territoire. L'observation menée par les auteurs en Languedoc-Roussillon et à Mendoza en Argentine met l'accent sur la diversité des réseaux d'acteurs sollicités par ce type de projet. Ils proposent, en s'appuyant sur le concept de proximité, une typologie des "Routes des Vins", qui va de la "Route des Marques" à la "Route Territoriale". Enfin, Amédée Mollard, Bernard Pecqueur et Mehdi Moalla posent la question de la rente territoriale associée à la production de biens de qualité. Ils étudient le cas du territoire des Baronnie. Dans un contexte de différenciation des produits, ils s'appuient sur

l'approche lancastérienne et la notion de proximité, pour mettre en évidence l'émergence d'un modèle de "panier de biens et services territorialisés" permettant de s'adapter à la demande, aujourd'hui plus complexe que massive.

Le deuxième thème porte sur les modes d'organisation du secteur agroalimentaire et insiste sur la formation de réseaux ou de filières plus ou moins territorialisés. Jacques Perrat analyse les efforts réalisés par les acteurs publics locaux dans le but d'attirer et de retenir des firmes sur le territoire. À partir des concepts de proximité, d'externalités et de rapport d'externalité (logique d'acteurs présidant à la mobilisation des externalités), l'auteur montre les avantages d'une structuration organisationnelle entre les firmes. Dans une problématique de développement local, l'action des pouvoirs publics doit, pour l'auteur, faciliter cette structuration en favorisant les synergies entre activités productives et activités de recherche et de formation. Pour sa part, Maryline Filippi adopte le point de vue des entreprises, notamment à travers l'analyse du système productif en "coopérative". Elle mène une analyse sur les changements organisationnels des coopératives, et mobilise pour cela la notion de proximité ainsi que trois critères qui mesurent l'attachement existant entre ces structures et leurs adhérents. Trois modèles d'organisation stylisés apparaissent en fonction du lien à l'adhérent, du partage du risque et de la nature de l'ancrage territorial de la coopérative. Delphine Gallaud aborde la question de la co-localisation des activités, considérée comme élément essentiel de l'innovation. En analysant le secteur des biotechnologies, l'auteur démontre que la proximité géographique permanente n'est pas indispensable pour développer des projets fortement innovants. L'innovation repose davantage sur des interactions ponctuelles entre des organismes localisés sur différents territoires. Enfin, en fondant leur réflexion sur l'exemple de la production agroalimentaire artisanale au Bénin, Stéphane Fournier, José Muchnik et Denis Requier-Desjardins distinguent au sein de la proximité organisée, une dimension "communautaire" et une dimension "professionnelle". Bien que la proximité "communautaire" apparaisse comme plus facilement mobilisée sur le territoire, les auteurs soulignent l'importance de la proximité "professionnelle" qui favorise l'innovation. Cette dernière doit donc à leur sens être soutenue par une intervention des pouvoirs publics.

La gouvernance des espaces ruraux constitue le troisième thème abordé dans cet ouvrage. Florence Goeffette-Nagot et Bertrand Schmitt introduisent le débat en rappelant que le rural, bien que caractérisé par l'absence de concentration spatiale, n'en est pas moins le lieu de certaines proximités spécifiques distinctes des proximités urbaines. Ils proposent une typologie des logiques de localisation des agents, selon leur besoin de proximité. Cela leur permet de définir trois catégories d'espaces : les villes, les espaces ruraux et périurbains ainsi que les espaces ruraux autonomes. Patrick Moquay, Sylvie Lardon, Emmanuelle Marcelpoil et Vincent Piveateau appliquent la notion de proximité à l'analyse du développement territorial, des démarches de projet et des diagnostics de territoires. Selon les auteurs, la mobilisation d'outils de représentation spatiale peut jouer un rôle dans l'activation des proximités institutionnelles entre acteurs

impliqués dans le développement. Elisabeth Michel-Guillou et Marianne Ehrlich abordent la notion de proximité mentale dans le but de comprendre les relations professionnelles entre individus. Cette analyse, relevant de la psychologie sociale, porte sur les éleveurs bretons et les céréaliers de Seine et Marne. Elle met en évidence l'existence de communautés professionnelles, assimilables à des proximités d'appartenance mentale, qui régiraient les modes d'interaction entre les agriculteurs et leur environnement.

L'ouvrage s'achève sur le thème "Environnement et coordinations". Dans un premier temps, Thierry Kirat montre que les configurations juridiques des usages de l'espace sont cruciales parce qu'elles exercent un effet puissant de structuration et de régulation. Elles déterminent les intérêts recevables et les issues matérielles à des conflits entre particuliers, comme entre particuliers et puissance publique. Sophie Dubuisson-Quellier propose ensuite, à partir de l'exemple des conchyliculteurs de la baie de l'Aiguillon, d'étudier la façon dont les acteurs utilisent la proximité pour servir leur action collective. Elle souligne notamment le fait que la proximité représente un enjeu dans la recomposition des rapports de forces entre acteurs locaux. Anastasia Aviles-Benitez et Olivier Roque replacent quant à eux la réflexion dans le champ du développement durable et de l'environnement. Leur souci premier consiste à analyser la façon dont les systèmes de production agricole peuvent garantir la pérennité des "aménités environnementales" (qualité paysagère, biodiversité, conservation des écosystèmes...). Enfin, à travers l'analyse des relations de voisinage dans les espaces ruraux, Armelle Caron et André Torre avancent l'idée selon laquelle la proximité géographique peut être porteuse de situations conflictuelles. Les tensions qui se font alors sentir découlent des différents usages qui peuvent être faits de l'espace rural. Ce dernier est susceptible d'endosser trois fonctions : une fonction économique ou de production, une fonction résidentielle et récréative et une fonction de conservation. Les auteurs déterminent différentes catégories de conflits et les issues coopératives pouvant leur correspondre.

L'utilisation du prisme conceptuel de la proximité apporte un autre éclairage aux réflexions portant sur les mondes ruraux. Elle permet de mieux appréhender les questions posées par leurs mutations actuelles. Comprendre et requalifier les espaces ruraux représentent aujourd'hui un enjeu majeur dans la réflexion autour du développement durable des territoires. Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que l'activité agricole se trouve au centre des débats au niveau mondial, comme on le voit dans le cadre de l'OMC, ou encore au niveau européen, dans le cadre des négociations animées autour de la Politique Agricole Commune.

Sophie Ragot

CEFI, Université de la Méditerranée

Edina Soldo

CEROG-CESMAP, IAE, Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III

Jean-Louis CACCOMO, *L'épopée de l'innovation – innovation technologique et évolution économique*, L'Harmattan, série Économie et Innovation, 2005.

Un petit livre de 135 pages à mettre entre toutes les mains, que l'on soit expert ou néophyte, économiste, gestionnaire, sociologue ou ingénieur. Ni focalisé sur la théorie, ni manuel, l'objet de cet ouvrage est, de notre point de vue, essentiellement tourné vers la vulgarisation. Les vertus pédagogiques de l'auteur ne sont pas des moindres et les exemples présentés sont très explicatifs en eux-mêmes. La lecture est fluide, les concepts clairement présentés, les principaux sous-bassements théoriques énoncés.

L'ouvrage se décompose en deux parties et quatre chapitres. La première partie "*Compétition, innovation et stratégie des firmes*" souligne l'importance de l'innovation pour la survie des firmes et la compétitivité en général.

Le chapitre 1 "*Innovation, compétition et cycle économique*" pose clairement les clés du problème, c'est-à-dire les liens entre l'innovation et l'évolution économique. Plusieurs points méritent d'être soulignés : (i) la différence d'objectif entre invention et innovation ; (ii) le rôle majeur des PME/PMI ; (iii) l'abondance entre innovations radicales génériques et innovations incrémentales tout le long de la trajectoire technologique ; (iv) le rôle de l'État dans le soutien à l'innovation et sa diffusion au-delà du paradoxe "appropriation privée et rendement social", innovation et diffusion étant les deux faces d'une même médaille ; (v) enfin, et c'est sans doute le point le plus intéressant, le lien entre innovation et cycle économique dans la grande tradition schumpétérienne.

Le chapitre 2 "*Régimes technologiques et choix d'innovation*" souligne les caractéristiques des deux principaux régimes définis par Winter, le régime entrepreneurial et le régime routinier, qualifiés parfois de "Schumpeter I et Schumpeter II", opposant sur le plan stratégique les firmes nouvelles et les firmes installées. L'auteur a cependant une nette préférence pour Schumpeter I, le dynamisme de l'entrepreneur, ses motivations et son état d'esprit face à la prise de risque. Plusieurs points intéressants : (i) la description au travers d'exemples de secteurs (semi conducteurs, biotechnologies décrivant les régimes entrepreneurial et routinier et le partage entre grandes et petites firmes) ; (ii) l'analyse des rendements croissants d'adoption et le rôle des consommateurs et des usagers dans la sélection des innovations ; (iii) la présentation de huit types de régime au croisement des problèmes concernant le taux d'opportunité, de cumulativité et d'appropriabilité.

La seconde partie "*La dimension humaine de l'innovation*" est plus contestable ou discutable, de notre point de vue, dans la mesure où elle fait, dans une sorte de panégyrique, la part trop belle aux bienfaits de l'innovation et de ses mentors, l'entrepreneur et le marché auxquels l'auteur prête trop de vertus. Esopo considérait que "la langue est la meilleure et la pire des choses". On pourrait dire la même chose des découvertes, des inventions et des innovations qui s'ensuivent. Certes, saluons l'optimisme de l'auteur et les nombreux bienfaits du prog-

rès, mais la "destruction créatrice" peut s'entendre aussi au sens fort du terme.

Dans le chapitre 3 "*Organisation, compétences et stratégies des firmes*", l'auteur souligne le rôle de l'organisation des firmes dans la production de l'innovation. Il insiste à juste titre sur les éléments positifs et négatifs dans le choix de telle ou telle organisation entre "firme centralisée" et "firme virtuelle". Il met en exergue le rôle de l'expérience, de l'acquisition des compétences et des apprentissages. Toutefois le développement porte uniquement sur la firme comme entité autonome, les liens avec l'environnement étant peu soulignés (institutions, organismes de transfert, "milieu innovateur", etc.).

Dans le chapitre 4 "*La société française face au changement*", l'auteur fait une évaluation critique de la situation de la France à l'heure actuelle dans la promotion de l'innovation. Si l'on peut être en accord avec lui sur la situation préoccupante en matière de recherche publique ou privée (le peu de dépôts de brevets au regard d'autres pays industriels, certaines faiblesses dans les formations, le manque de publications...), la réponse de l'auteur reste quelque peu journalistique et parfois manichéenne ("liberté versus sécurité, grands programmes versus tissu de PME innovantes"). Après tout, la Silicon Valley a bénéficié de la manne du Pentagone, de la présence de l'université de Stanford et de tous les chercheurs créateurs de *start up*. Certes on peut critiquer de miser sur les "grands programmes technologiques", le surdéterminisme technologique au détriment du compétitif et du marketing, l'effet d'éviction, mais la responsabilité incombe à tous les acteurs publics ou privés. Certes, comme le dit l'auteur, pour favoriser les apprentissages et l'innovation il ne suffit pas de "*diffuser des ordinateurs dans les écoles, dans les foyers, dans les entreprises*", tout comme il ne suffit pas de faire du crédit d'impôt. À juste raison, l'auteur insiste sur le fait que la connaissance, même considérée comme un bien libre, n'est jamais gratuite : "*tout apprentissage est douloureux. De ce point de vue la connaissance a un prix*" ; cela est vrai au stade de la formation comme au stade de la production (d'innovations).

Pour conclure, le grand mérite de l'auteur est sa force de conviction. "*Nul homme ne peut vivre sans croyance*" dit Jean-Claude Guillebaud, et sans esprit critique. Un regret, la notion de système d'innovation au sens des différents systèmes territoriaux – nationaux régionaux et locaux – n'est abordée que de manière implicite. Un autre regret, certains auteurs manquent à l'appel.

Enfin, le titre du livre s'intitule "*l'épopée de l'innovation*". L'épopée est un " *récit poétique d'aventures héroïques*", selon la définition du dictionnaire, qui frappe l'imaginaire et où les hommes, demi-dieux, font face à leur destin et à la mort. Je laisse seul juge le lecteur quant au caractère si héroïque de l'entrepreneur schumpétérien.

Jean Bernard

CRERI, Université du Sud Toulon-Var

Jean-Louis Mucchielli et Thierry Mayer, *Économie internationale*, Dalloz, Coll. Hypercours, Économie et Gestion, 2005, 496 p.

Un signalement d'ouvrage qui nous paraît important : la refonte du Mémento Dalloz de Jean-Louis Mucchielli de 1997 (dernière édition), enrichie des avancées récentes en économie internationale et co-écrit avec Thierry Mayer.

Notre but n'est pas de commenter ici un ouvrage de type pédagogique même s'il présente de nombreuses qualités pour aborder, sur le plan de l'analyse (micro et macro) économique, la mondialisation, la spécialisation internationale, les échanges commerciaux, les investissements directs étrangers, l'intégration économique ou les politiques commerciales... Nous voudrions mettre l'accent sur le fait qu'une des quatre grandes parties de l'ouvrage intègre les principaux développements de la nouvelle économie géographique. Ainsi, l'économie spatiale souvent traitée à part dans les ouvrages d'économie de Licence et Master 1 est ici nettement réintroduite dans un recueil "cours-documents-exercices" de base et les auteurs montrent très bien, disons dans la lignée de Ohlin ou Krugman, la similitude des approches et des raisonnements menés en termes d'économie régionale et d'économie internationale et leur fertilisation croisée. De ce point de vue, la revue *Région et Développement*, particulièrement ouverte à l'économie régionale et son ambivalence prise au sens large du terme (régions dans des pays/pays dans des régions) ne peut qu'être sensible à la démarche des auteurs.

La troisième partie de l'ouvrage a pour titre "Nouvelle économie géographique, firmes multinationales et commerce". Le chapitre 9 est consacré à la modélisation des volumes de commerce et à l'introduction de l'espace dans l'analyse (rôle de la proximité géographique : distance, coûts de transport, effets des frontières administratives ; fondements théoriques et applications des modèles de gravité). Le chapitre 10 se focalise sur les entreprises multinationales et l'impact des IDE sur la croissance et l'emploi. Le chapitre 11 examine la localisation des activités : la polarisation des activités dans l'espace, les indicateurs de concentration, le potentiel de marché, les forces d'agglomération et de dispersion, les politiques régionales et d'attractivité... Il donne un aperçu des modèles de la nouvelle économie géographique depuis Krugman.

Les auteurs indiquent en introduction générale que l'ouvrage parle principalement du commerce entre nations et non pas entre régions, en distinguant l'espace international de l'espace inter-régional. Mais finalement, à la lecture de l'ouvrage, il nous apparaît que cette remarque peut être comprise de manière très subtile pour mieux laisser suggérer la correspondance des mécanismes qui *mutatis mutandis* sous-tendent la croissance, l'ouverture et la spécialisation des économies à différentes échelles territoriales.

Maurice Catin
CRERI, Université du Sud Toulon-Var

Mario Polèse et Richard Shearmur, *Économie urbaine et régionale – Introduction à la géographie économique*, Economica, Paris, 2005, deuxième édition, 376 p.

Les auteurs préviennent le lecteur dès l'introduction : le sous-titre qui a été ajouté à la deuxième édition de cet ouvrage est aussi sinon plus représentatif que le titre, il s'agit d'une "introduction à la géographie économique". Le livre ne s'adresse pas uniquement ni même d'abord à des étudiants de sciences économiques ou à des spécialistes d'économie spatiale mais il cherche à être accessible à tout étudiant en sciences sociales et à des praticiens dans des domaines comme l'urbanisme, l'administration publique territoriale, l'économie foncière, la sociologie urbaine, etc. qui veulent avoir une vue générale en matière de géographie humaine et de développement territorial.

Disons-le tout de suite : de ce point de vue le but des auteurs est atteint. L'ouvrage est rédigé dans une langue accessible à des lecteurs d'origine diverse, il adopte une démarche pragmatique, il multiplie les questions, les angles d'approche et les illustrations, il brasse large abordant même, au-delà du "noyau dur" de l'économie régionale et urbaine (localisation des hommes et des activités, développement et disparités), des questions comme l'entrepreneuriat, l'autonomie fiscale, l'environnement et l'écologie... avec le minimum de formalisation et d'outils statistiques, de peur de effaroucher un public innocent face à la science économique.

Le revers de la médaille est que l'ouvrage apporte peu aux étudiants avancés et aux chercheurs spécialisés en économie spatiale. Il n'est pas un état des lieux des connaissances. Il est très lacunaire dans les avancées récentes de la science économique régionale. En sus, vouloir faire simple n'est pas forcément rendre clair : les méthodes et les hypothèses qui fondent les raisonnements sont trop peu abordées et discutées. Beaucoup de courants d'analyse, sans qu'ils fassent l'objet de approfondissements, sont effleurés et éparpillés dans les trois parties de l'ouvrage. Rarement, la démarche scientifique théories/méthodes/résultats est restituée directement.

Je ne prendrai que quelques exemples où l'actualisation limitée et la volonté de vulgarisation, d'en rester à des bases simples, aboutissent à une légèreté des propos.

Toute la nouvelle économie géographique, initiée par Krugman (1991), est absente. Les auteurs signalent seulement, à trois pages de la fin, comme pris de remords (?) et sans aucune analyse : "Ce n'est pas un hasard si la compréhension des économies d'agglomération se trouve au cœur de ce qu'il convient d'appeler la "nouvelle économie géographique"" (Fujita et Thisse, 2003, reste une référence incontournable) ! Il s'agit pourtant d'un courant qui a particulièrement modifié la perception et l'approche de l'économie régionale et urbaine depuis les années 1990. Quel que soit l'intérêt qu'on peut porter à la nouvelle économie géographique, il aurait été bienvenu dans de nombreux passages de l'ouvrage, d'en présenter la problématique et ses apports... comme ses limites et notamment

dans le chapitre sur le développement polarisé et les disparités régionales. Doit-on encore opposer ici sans l'avouer (vieille) géographie économique et (nouvelle) économie géographique, qui doit être confinée à quelques scientifiques de métier, alors que le livre par ailleurs se veut largement œcuménique ?

Le chapitre 1, qui aborde les relations entre concentration urbaine et développement évacue toutes les analyses empiriques consacrées à la courbe en cloche des inégalités pourtant nombreuses ces dernières années (et qui d'ailleurs ont peu ou prou bénéficié des enseignements de la nouvelle économie géographique). La "synthèse intégration économique et inégalités régionales" (pp. 145-147) est traitée au chapitre 6 sans lien avec le chapitre 1. Le travail pionnier de Williamson sur les inégalités régionales est seulement présenté aussi au chapitre 6 (pp. 154-155), sans les prolongements auxquels il a donné lieu et en faisant état des seules explications de la courbe en cloche données à l'époque par l'auteur qui paraissent très sommaires aujourd'hui. Curieusement aussi, la loi "rang-taille" de Zipf est traitée ailleurs et sur un plan purement théorique (chapitre 9, pp. 243-244). Une analyse de la concentration et de la déconcentration spatiales donnée dans le cas français est abordée au chapitre 11 (pp. 314-315) sans faire là aussi référence aux différentes phases de la courbe en cloche (les auteurs trouveraient en la matière les rapprochements nécessaires dans Catin et Van Huffel, "Inégalités spatiales et développement économique : le cas français (1850-2000)", *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 5, 2003).

Au chapitre 3, l'analyse des externalités dynamiques (de type MAR, Jacobs, Porter) portant sur la relation entre la nature, spécialisée vs diversifiée, des agglomérations spatiales et leur croissance qui a connu un développement important depuis les travaux de Glaeser et alii (1992) et Henderson et alii (1995) est complètement ignorée.

La version en terme de multiplicateur qui est donnée de la théorie de la base laisse à désirer. Les effets multiplicateurs sur l'activité régionale issus de la variation de production d'une activité basique sont déduits du ratio en niveau, ce qui fait abstraction des acquis de la modélisation depuis trente ans. Ce modèle "statique" des années cinquante-soixante est ensuite critiqué sans que les auteurs séparent les critiques "internes" (que la modélisation actuelle a depuis parfaitement évacuée) et les critiques "externes", laissant le lecteur démuné pour apprécier l'utilité des études d'impact.

En l'absence de présentation formalisée et unifiée, les analyses menées *passim* des fonctions de production, de leur élargissement, des sources de la croissance et de l'introduction dans ce cadre des économies d'agglomération pour expliquer la productivité régionale ou encore la dynamique innovation-urbanisation et l'apport des théories de la croissance endogène risquent de laisser le lecteur sans ligne directrice et référents méthodologiques sur lesquels bâtir les raisonnements.

À titre de remarque, sur un plan plus ponctuel, il conviendrait d'unifier les références sur les pôles de croissance et la polarisation données pp. 82 et 152 et

supprimer en bibliographie une erreur qui figurait déjà dans la première édition où Catin (1991) n'est que le clone de Catin (1991)...

En résumé, un ouvrage utile pour montrer la richesse des questions que soulève l'économie régionale et urbaine à des lecteurs qui n'en sont pas familiers mais d'un moindre intérêt pour l'économiste spécialisé qui n'y trouvera pas une recension et une mise en perspective des avancées analytiques et méthodologiques dans ce domaine.

Maurice Catin

CRERI, Université du Sud Toulon-Var

Andrés Solimano (ed.), *Vanishing Growth in Latin America, The Late Twentieth Century Experience*, Edward Elgar, Cheltenham, UK, Northampton, MA, USA, 2006.

À l'exception du Chili et de la République dominicaine, les pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, Mexique et Venezuela notamment) ont connu un ralentissement sensible de leur croissance économique après 1980. Le taux de croissance du PIB par tête de la région est passé de 3 % par an en moyenne entre 1960 et 1980 à quelque 0,5 % entre 1980 et 2002. De plus, la croissance a été fort instable dans cette dernière période, marquée par différentes crises financières, des poussées inflationnistes et une forte vulnérabilité aux chocs extérieurs. Les années 1960-80 de forte croissance qui caractérisent les deux économies les plus importantes de la région, le Brésil et le Mexique, se sont réalisées dans un contexte de politiques d'"import substitution" et de fort interventionnisme de l'État. À l'inverse, c'est avec l'ouverture et la libéralisation de son économie que le Chili a connu une plus grande croissance dans la région depuis 1980.

L'ouvrage coordonné par A. Solimano, conseiller à la Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine, tente d'expliquer la panne des mécanismes de croissance et le rôle ambigu des réformes et des processus de libéralisation des économies engagés depuis les années 80. Qu'il s'agisse d'expliquer les différentiels de croissance par des comparaisons internationales ou, pour un pays, selon les périodes particulières, l'approche macroéconomique retenue est relativement unitaire dans les différents chapitres de l'ouvrage. Elle cherche notamment à dégager les "sources de la croissance" de la productivité totale des facteurs à partir de fonctions de production "élargies", dans la lignée des travaux empiriques issus des théories de la croissance endogène et des modèles de convergence.

De manière générale, l'affaiblissement des gains de productivité explique la faible croissance des pays d'Amérique latine après 1980. À la base, différents déterminants, directs ou indirects, sont mis en lumière et évalués, selon les pays ou les périodes : le taux d'investissement productif, le montant des investissements publics, le degré d'intégration internationale, les politiques

éducatives, les variables institutionnelles et de gouvernance (instabilité politique, régimes peu démocratiques, conflits...).

En conclusion, l'ouvrage présente l'intérêt, au-delà du public concerné par l'Amérique latine, de chercher à rendre compte des faits stylisés d'une croissance instable et des ruptures de tendance dans des économies émergentes ou en voie de développement.

Maurice Catin

CRERI, Université du Sud Toulon-Var